

« Habiter, c'est aussi se nourrir, Aménager les territoires, c'est aussi nourrir »

Entre 2015 et 2017, un séminaire régional a rassemblé sur ce thème plus de 200 participants, tous acteurs de leur territoire, concernés et motivés par les questions de préservation de l'agriculture et de sécurité alimentaire, lors de 4 sessions d'ateliers qui ont itinéré de Marseille, à Hyères, à Grasse pour se conclure à nouveau à Marseille.

L'axe de réflexion était un volontaire décentrement du point de vue habituel montrant le foncier en concurrence entre maintien de l'agriculture et construction de logements.

Dessiner la vision d'une ville grignotant inexorablement les terres fertiles alentours est un schéma certes réel mais simpliste, qui ne peut conduire qu'à une impasse. L'espace urbain continue de fait à grandir, surtout dans nos régions littorales, en afflux permanent de nouvelles populations.

Pendant deux ans, nous avons voulu poser collectivement le problème autrement :

Et si on inversait le regard ? et si retourner des contraintes en opportunités ne devait pas justement chercher du côté des nouvelles alliances à construire entre ville et campagne ? Et si les acteurs de l'habitat et du logement ne devaient pas être les premiers interpellés comme co responsables de la reconquête du potentiel agricole nécessaire à nourrir les zones urbaines, pour la fabrique d'une ville nourricière ?

Agriculture urbaine, nouvelles techniques agricoles, telles la permaculture, peu consommatrices de foncier, reconquête M2 par M2 de terres cultivables au sein des territoires des agglomérations et des métropoles littorales (1000 hectares pour la seule métropole de Marseille), notamment des zones destinées à devenir des zones commerciales (à considérer dès l'amont comme potentiellement de futures friches, car soumises à l'évolution des besoins sociétaux et au changement climatique), et reprises en zones agricoles au moyen d'une gestion environnementale bio-inspirée, accord avec les bailleurs sociaux pour transformer les pelouses aux pieds des immeubles en jardins partagés, vergers urbains, nouveaux opérateurs de la société civile comme Terre de Liens ou les « incroyables comestibles »...

Le constat a montré une transition déjà bien engagée, autant du côté des villes que des citoyens aux initiatives innombrables ! Créer un conservatoire des terres fertiles ; la « Cerise sur le Vélo », le tram-train « Court circuit » pour amener au cœur de Marseille les produits pro et locaux, ... pour n'en citer que deux.

La question est certes foncière, mais pas que : manger moins et mieux est une petite révolution culturelle et sociétale à engager, s'approvisionner hors des circuits de l'alimentation industrielle est un comportement éthique qui implique un changement de comportements !

Les actes de ce séminaire sont pour le détail disponibles sur le site de MALTAE.Org

Les résultats de ce séminaire sont diffusés lors des tables rondes, congrès, rencontres ou conférences, permettant aussi souvent que possible de porter au débat public au moins ces deux messages simples :

- ▶ La conscience que si l'habitat du XIXe siècle avait les toilettes au fond de la cour, l'habitat du XXIe siècle ne se concevra pas sans son extension de jardin nourricier... « se nourrir » dans l'usage d'habiter ne se limite pas aux m² d'une cuisine.
- ▶ La conscience que chaque accueil d'habitants et de touristes supplémentaires logés dans un territoire doit impérativement appeler dans les politiques publiques et privées d'aménagement à redonner à l'agriculture et aux agriculteurs la surface nécessaire à le nourrir. Cette interdépendance, en proportionnalité, entre développement de logements et leurs équipements et développement de l'agriculture, est un chantier législatif urgent sur lequel il convient de mobiliser nos parlementaires.

Attention, il ne s'agit ni de cautionner l'étalement urbain continu depuis 1971 et les politiques de maisons individuelles introduites par Chalandon, ni de cautionner les marchés de dupe des compensations qui bâtissent les terres aux meilleures valeurs agronomiques et leur substituent des garrigues. Ne nous trompons pas de combat : Si une métropole prévoit d'accueillir 100 000 personnes dans les 20 prochaines années, il lui faut réinstaller 200 agriculteurs sur des terres à remettre en culture. Peu importe le chiffre, qui peut être affiné. **L'enjeu est d'inverser et de faire que chaque logement construit génère des ares à remettre en culture. Cette réversibilité, déjà en route sur certains territoires, permettra alors de reconquérir des centaines de milliers d'emplois dans l'agriculture.**

Odile Jacquemin, architecte-urbaniste, historienne, présidente de MALTAE Mémoire A Lire, Territoire A l'Ecoute www.maltae.org